



NON
A LA GEPP !
Touche pas à mon poste !

**(LOI PLEIN EMPLOI + LOI DE FINANCES 2026) x (GEPP + EFFICIENCE)
= MOINS 1038 ETP À FRANCETRAVAIL**

VOILÀ Désormais l'équation dont vous êtes l'inconnue !

Face à ceux qui prétendent que rien n'est lié, qui nient l'évidence et qui vont vous demander par la voie du référendum de valider une GEPP qui s'inscrit pourtant pleinement dans la logique de démantèlement de notre service public de l'emploi pour complaire au Directeur Général et à nos tu telles, à la Cgt-**FO** nous répondons par un **NON** sans ambiguïté à toute baisse de nos effectifs.

A l'heure où les plans sociaux se multiplient dans notre pays, alors que le taux de chômage remonte en flèche, que la précarité n'a jamais été aussi forte et que le nombre de travailleurs pauvres ne cesse de croître tandis que les missions que l'on confie à France Travail sont revues à la hausse avec toujours moins de moyens, il est temps de choisir son camp.

A la Cgt-**FO**, le nôtre est depuis longtemps celui de la défense de vos intérêts matériels et moraux, sans sacrifier personne et en revendiquant des renforts d'effectifs en CDI en faveur d'un service public de l'emploi digne de ce nom.

Que vous soyez salarié de droit privé ou agent public, que vous exerciez votre activité professionnelle dans les DROM ou en métropole, dans le réseau ou en structure, nouvel embauché ou en fin de carrière, employé, technicien, agent de maîtrise, chargé de mission, encadrant voire cadre dirigeant, vous êtes toutes et tous concernés par cette baisse des effectifs voulue par les tutelles et accompagnée par un DG aux ordres.

Cette baisse des effectifs va se traduire par une diminution de la masse salariale à France Travail induisant entre autres moins de promotions, des perspectives d'évolution de carrière négatives et bien évidemment des prestations servies par vos CSE revues à la baisse.

Le tout corrélé à des conditions de travail de plus en plus dégradées notamment face à des usagers stigmatisés par le système coercitif qu'induit la loi Plein emploi.

La GEPP et son congé mobilité synonyme de plans sociaux déguisés que la direction et ses complices veulent mettre en place par voie de référendum est vraiment l'un des leviers majeurs du démantèlement de France Travail.

Fervent défenseur d'un vrai service public de l'emploi, notre syndicat revendicatif milite en faveur du **NON**.

AVEC FO,
DITES OUI A VOTRE AVENIR PROFESSIONNEL !
VOTEZ NON A LA GEPP et AUX SUPPRESSIONS D'EFFECTIFS !